

# **La tarification des produits du tabac en France**

## **Analyse et Discussion**

Elyas Ben Jebara – Guillaume Maurin

### **Abstract**

---

Cette étude examine la politique tarifaire du tabac de l'État français, en se concentrant sur son impact sur la consommation, la santé publique, les recettes fiscales et le marché parallèle. En utilisant les données disponibles, des études académiques et des rapports de presse, cette étude vise à fournir une compréhension approfondie des implications de la politique tarifaire du tabac en France, en mettant en évidence les bénéfices et les limites de cette politique. En premier lieu, les recherches sur le tabac et les politiques tarifaires associées sont rassemblées dans une revue de littérature. Ensuite, les différents impacts sont analysés, grâce aux données disponibles, et en relation avec les différents concepts. Enfin, une discussion est proposée, dont l'objet est de révéler les effets déjà mesurés des politiques de tabac, les résultats à venir attendus et les limites rencontrées.

---

### **Sommaire**

---

- Introduction
- Revue de Littérature
- Analyse Économique
- Discussion
- Conclusion
- Références

## Introduction

---

La politique tarifaire de l'État français à l'égard du tabac est un sujet complexe et multidimensionnel, impactant non seulement la consommation de tabac mais aussi les recettes fiscales et la santé publique. Dans cette analyse, nous examinons différentes études et essayons de comprendre comment les hausses de taxes sur le tabac ont influencé les habitudes de consommation des fumeurs et comment elles répondent aux problématiques économiques et sanitaires.

La tarification particulière du tabac en France et dans le monde est influencée par plusieurs facteurs, notamment les coûts sanitaires associés à la consommation. Selon une étude publiée dans la revue *Tobacco Control*, le tabagisme absorbe environ 6% des dépenses mondiales consacrées à la santé ainsi que 2% du produit intérieur brut (PIB). En France, les soins liés au tabac ont été estimés à 25,9 milliards d'euros. Cette charge économique importante pousse de nombreux pays à augmenter les taxes sur le tabac, comme en dans l'hexagone où 80% du prix est constitué de taxes. Ces augmentations visent à dissuader la consommation de tabac, en particulier chez les jeunes, et à compenser les coûts élevés associés aux soins de santé. En outre, les taxes sur le tabac à rouler ont été augmentées en France pour rapprocher la fiscalité de ce mode de consommation de celle des cigarettes classiques, en raison de sa nocivité plus importante. La politique de tarification particulière du tabac en France a débuté avec l'instauration du monopole d'État sur le tabac, qui a duré jusqu'en 1976. À partir de cette année, le tabac est passé sous le régime du marché commun européen, marquant ainsi un tournant dans la législation sur le tabac en France. Depuis lors, la fiscalité appliquée aux tabacs manufacturés a évolué, comprenant des taxes telles que l'accise sur les produits du tabac et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En outre, des ajustements récents ont été observés, tels que l'augmentation des quantités de cigarettes autorisées à être ramenées en France depuis d'autres pays de l'Union européenne, ce qui a suscité des débats sur l'harmonisation des prix des cigarettes à l'échelle européenne. Ces évolutions témoignent d'une politique continue visant à adapter la tarification du tabac pour répondre aux enjeux économiques et de santé publique associés à sa consommation.

En premier lieu, il convient de nous intéresser à la tarification du tabac dans la littérature existante, et de déterminer quels concepts sont applicables ou appliqués au marché du tabac français. Par la suite l'analyse porte sur les différents effets de la tarification française du tabac, sur la consommation, sur la santé et sur les finances du pays. Il est aussi important de comprendre l'impact de cette tarification sur le marché noir. Enfin, nous discuterons de l'applicabilité des différents concepts vus en cours à ce marché, de l'utilisation de ceux – ci dans la littérature et en pratique, mais aussi des limites rencontrées notamment à travers les externalités générées par cette politique tarifaire.

La dynamique de tarification du tabac en France et en Europe, s'articule autour de plusieurs facteurs clés, notamment la discrimination tarifaire et la tarification d'accès, qui ont une incidence significative sur la consommation, la santé publique et les recettes fiscales. Ces modèles tarifaires, établis sur les fondements théoriques de Pigou, Robinson, Schmalensee et Varian (1989), usent de la variabilité des élasticités de la demande parmi les consommateurs, comme le soulignent Armstrong et Vickers (2001). Dans le contexte spécifique du tabac, cette approche permet de comprendre comment les différences de prix entre les produits et les segments de marché influencent les habitudes de consommation.

Baumol et Sidak (1994) abordent la question de la tarification de l'accès, soulignant l'importance de la structure de coût et de la concurrence dans la distribution du tabac. Ce modèle est particulièrement pertinent en France, où le réseau de distribution du tabac, caractérisé par un système quasi monopolistique de buralistes, est réglementé strictement par le cadre législatif, comme analysé par Fouquet (2010). Les études de Chaloupka et al. (2002) et de Scollo et al. (2014) confirment l'efficacité des taxes sur le tabac pour réduire la demande, en mettant en évidence une élasticité de la demande non uniforme à travers différents segments de population, notamment chez les personnes à faibles revenus.

L'impact des taxes sur le marché parallèle est également notable. Comme le montrent Joossens et Raw (2008), les augmentations de taxes sur le tabac peuvent stimuler le marché parallèle, où les produits sont vendus à des prix inférieurs, en dehors des réglementations fiscales et sanitaires. Cela pose un défi aux politiques de santé publique visant à réduire la consommation de tabac.

Pour l'Europe, cette dynamique est encore plus complexe en raison de la diversité des politiques fiscales entre les pays membres de l'Union européenne. Les différences de taxation entre les pays peuvent encourager les achats transfrontaliers, comme l'illustrent les travaux de Yürekli et Sayginsoy (2010). De plus, le segment de la population à faible revenu verrait sa part du fardeau fiscal diminuer, puisque l'augmentation des taxes serait plus que compensée par un arrêt de la consommation d'une partie des consommateurs.

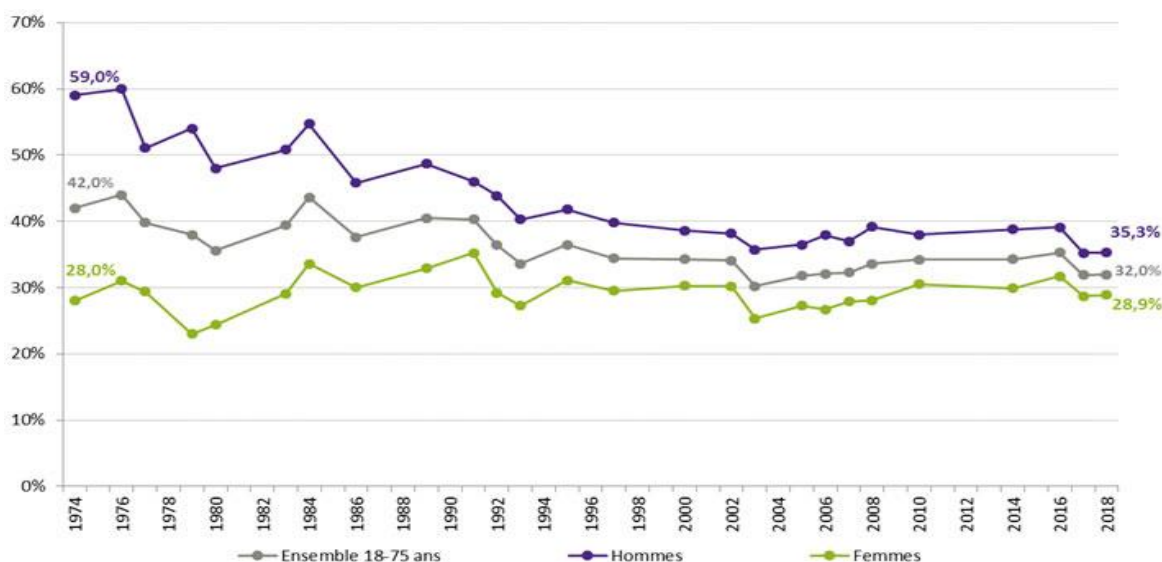
On peut ainsi affirmer que la tarification du tabac en France et en Europe est le résultat d'une interaction complexe entre les politiques fiscales, la réglementation de la distribution, et les habitudes de consommation. Cette interaction nécessite une analyse minutieuse pour élaborer des stratégies efficaces qui équilibrent les objectifs de santé publique, les recettes fiscales et la lutte contre le marché parallèle.

L'investigation de l'impact des politiques tarifaires sur la consommation de tabac mobilise la théorie de la demande et les principes l'élasticité. Le modèle de base postule que la demande de tabac est fonction du prix, du revenu des consommateurs, et des préférences individuelles, conformément à la théorie du consommateur de Becker et Murphy (1988). Les augmentations tarifaires, résultant de politiques fiscales, sont censées réduire la consommation par le mécanisme de l'élasticité-prix de la demande, qui mesure la sensibilité de la quantité demandée à une variation du prix. Des études telles que celle de Townsend (1996) indiquent une élasticité de la demande de tabac relativement inélastique, mais variable selon les segments de population. L'élasticité chez les jeunes et les personnes à faibles revenus est généralement plus élevée, ce qui suggère que les augmentations tarifaires peuvent être particulièrement efficaces sur ces groupes.

### ① La consommation de tabac

Les études révèlent une répartition inégale des fumeurs à l'échelle mondiale, notamment dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et mettent en lumière une disparité de genre. Par exemple, dans certaines régions, le tabagisme masculin surpasse largement celui des femmes (cf. graphique 1). Il existe aussi un lien entre le tabagisme, la pauvreté et le développement. En effet, le tabagisme aggrave la pauvreté en accaparant des ressources essentielles dans les ménages pauvres. Les augmentations des taxes sur le tabac, sont souvent présentées comme un moyen efficace pour réduire la consommation parmi les populations pauvres et aider à briser le cycle de la pauvreté, exacerbé par les consommations addictives. De plus, les coûts de santé liés au tabagisme représentent une part significative des dépenses de santé dans ces pays. Cela souligne le fardeau disproportionné que le tabagisme impose sur des systèmes sanitaires déjà sous pression, parfois avec des ressources limitées pour traiter les maladies liées au tabagisme dans les pays en développement.

Graphique 1. Usage actuel (occasionnel ou régulier) de tabac parmi les 18-75 ans en France, depuis 1974.



L'influence de la mondialisation sur les habitudes de consommation du tabac est également évoquée, mettant en évidence comment l'introduction de nouveaux produits non traditionnels change le paysage et l'image du tabagisme localement. La libéralisation du commerce a eu un impact significatif sur le marché mondial des produits du tabac et l'augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité a conduit à une hausse de la consommation. Les auteurs abordent l'impact des techniques de communication commerciale de l'industrie du tabac, en mettant un accent particulier sur les jeunes. Ils exposent des preuves claires démontrant le lien direct entre la promotion du tabac et l'augmentation de sa consommation chez les jeunes. Par exemple, des campagnes publicitaires ciblées ont été liées à une initiation précoce au tabagisme chez les adolescents. Avec des industries du tabac privées, l'objectif a longtemps été le profit, et avant l'apparition de réglementations adaptées, la publicité de ces produits était omniprésente au quotidien. Les auteurs discutent de la manière dont ces phénomènes ont influencé l'industrie du tabac et la lutte antitabac, et soulignent également que la privatisation n'est pas intrinsèquement préjudiciable à la lutte antitabac, mais que les conditions de transparence et de responsabilité sont essentielles pour éviter les conflits d'intérêts entre les entreprises, et les gouvernements.

## ② Impact de la tarification des produits du tabac

De manière générale, les auteurs examinent l'impact des taxes et des prix sur la consommation de tabac et démontrent que les hausses de taxes sont particulièrement efficaces pour réduire la consommation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où la sensibilité au prix est plus élevée. Un exemple frappant est celui de pays ayant mis en œuvre des hausses significatives de taxes sur le tabac et ayant observé une baisse conséquente de la consommation, notamment parmi les jeunes et les personnes à faible revenu.

En France, le prix des cigarettes est fortement influencé par les taxes et accises, qui constituent une part importante du prix final. Ces taxes sont conçues non seulement pour générer des revenus pour l'État, mais aussi pour des objectifs de santé publique. Le prix des cigarettes est composé d'une accise en pourcentage du prix de vente au détail, d'une TVA de 16%, d'une remise brute du débitant qui varie selon le prix de vente et enfin la marge du fabricant. Au niveau européen, une directive encadre la structure et les taux des accises sur les tabacs manufacturés dans l'UE. Elle impose une structure fiscale hybride pour les cigarettes, combinant un droit spécifique par unité de produit et un droit ad valorem basé sur le prix moyen pondéré de vente au détail, en plus de la TVA. Pour les cigarettes, le taux global minimal des accises (droit spécifique et droit ad valorem hors TVA) est fixé à 60% du prix de vente moyen pondéré depuis janvier 2014. Des taux minimums sont également fixés pour d'autres types de tabacs, comme le tabac à rouler, les cigares, et les cigarillos.

Dans son étude, la NCBI montrent que les taxes élevées sur un produit comme le tabac génèrent des revenus significatifs pour l'État, la demande étant faiblement

élastique pour une majorité de consommateurs. Ces revenus permettent de couvrir tout ou partie des frais de santé générés par la consommation de tabac. Mais l'augmentation des taxes, dont la part du prix s'élève déjà à environ 80% en 2023, encourage le développement d'un marché parallèle, alimenté par les marchés légaux des pays frontaliers. Des mesures telles que l'harmonisation fiscale au sein de l'UE pourraient permettre de limiter l'arbitrage des consommateurs, en augmentant significativement les revenus des États qui taxent le moins actuellement. Les écarts de taxation entre les pays l'arbitrage et la fraude, exacerbant ainsi le problème du commerce illicite de tabac.

### ③ Les politiques anti – tabac

Vincent Fromentin, dans « L'impact de la taxation sur les ventes de cigarettes en France. Une approche économétrique », explique que l'augmentation des taxes visant à réduire la consommation de tabac, le nombre de maladies liées au tabagisme baisse, permettant de réduire la part des dépenses de la sécurité sociale associées. D'après Santé Publique France dans une enquête d'opinion sur la psychologie du tabagisme, l'augmentation des taxes sur le tabac peut influencer positivement la motivation à arrêter de fumer, ou à réduire la consommation de ce produit extrêmement addictif. De manière générale, toutes les études arrivent aux mêmes conclusions, à savoir une réduction de la consommation liée à l'augmentation des prix du tabac, et donc une meilleure santé publique.

D'après le Baromètre de Santé publique France 2018, seulement 28,0 % des fumeurs trouvent l'augmentation justifiée, avec un pourcentage encore plus faible (18,7 %) parmi les fumeurs de 10 cigarettes ou plus par jour, preuve supplémentaire de biais addictif liée à la consommation de ce produit. Globalement, il semble que l'opinion sur les taxes sur le tabac soit divisée en France. Alors que près de la moitié de la population générale (48,3 %) trouve ces augmentations justifiées, une majorité de fumeurs actuels les trouve injustifiées (72,0 %). Cependant, une proportion significative de fumeurs admet que ces augmentations les motivent à envisager d'arrêter de fumer (43,6 %). Les ex-fumeurs (51,9 %) et les non-fumeurs (62,4 %) sont plus enclins à considérer ces taxes comme justifiées.

L'usage fait des recettes fiscales générées par la consommation de tabac est aussi souvent abordé. En effet, les politiques et campagnes anti – tabac peuvent être financées ainsi. Par exemple, les publicités de sensibilisation aux dangers du tabac ont un impact significatif. La littérature souligne que, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, le manque d'information sur les risques liés au tabagisme est particulièrement préoccupant, ce qui rend ces campagnes encore plus cruciales. Les études se concentrent sur les impacts des politiques non-fumeurs sur la santé publique et l'économie. Un exemple marquant est celui des lieux de travail et des espaces publics où l'interdiction de fumer a été mise en place, entraînant disparition du tabagisme, actif comme passif. Ces politiques ont non seulement amélioré la santé

publique mais ont également démontré qu'elles n'avaient pas d'impact économique négatif sur des secteurs tels que l'hôtellerie et la restauration, contrairement aux craintes souvent exprimées par les opposants. On observe aussi la résistance de l'industrie du tabac à ces politiques. Les auteurs mettent en évidence l'efficacité des interventions pour soutenir le sevrage, y compris les traitements pharmacologiques et les thérapies comportementales. Ils notent toutefois un manque de services d'aide au sevrage dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, soulignant un besoin critique d'amélioration dans ce domaine.

L'impact de ces politiques peut varier selon les régions, mais elles contribuent significativement à réduire la consommation de tabac, notamment chez les jeunes. Par exemple, les mesures de restrictions sur la vente de tabac aux mineurs se sont avérées efficaces, en particulier dans les pays à revenu élevé. De plus, dans la plupart des pays, ces politiques ont un impact neutre ou positif sur l'emploi global. Les pertes d'emplois dans le secteur du tabac tendent à être compensées par des gains dans d'autres secteurs, notamment en raison de la réorientation des dépenses des consommateurs. Mais ces politiques entraînent aussi le développement d'un marché parallèle important.

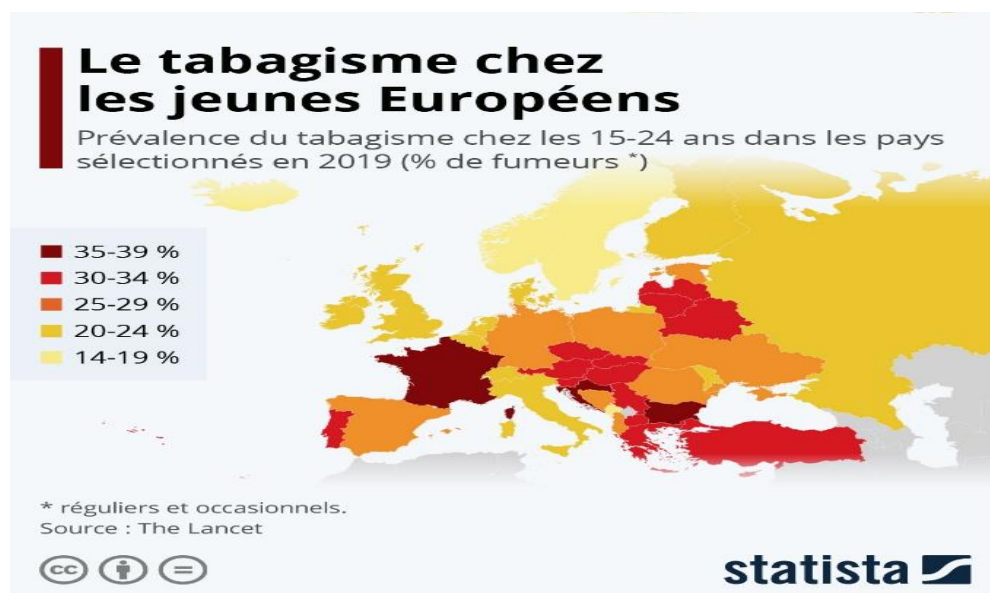
L'impact socio - économique de ce marché parallèle est multiple. D'abord, le manque à gagner pour l'État est non négligeable, les produits de contrebande échappant à toutes taxes. Ces réseaux constituent évidemment une concurrence déloyale pour les buralistes qui supportent des coûts d'activité élevés pour un prix moins intéressant. Au niveau sanitaire, les produits vendus sur le marché parallèle échappent souvent aux contrôles sanitaires, augmentant le risque de circulation de produits de tabac non conformes aux normes nationales ou de contrebande, potentiellement plus nocifs. Enfin, le marché parallèle peut financer d'autres activités illégales et contribuer au développement de la criminalité. Le rapport KPMG sur l'évaluation du marché parallèle des cigarettes en France pour 2022 indique que la part de ce marché correspond à 39,7 % de la consommation totale. La part spécifique des cigarettes de contrefaçon étant évaluée à 15,4 % de la consommation totale. Pour 2021, le marché parallèle des cigarettes était estimé à 35,4 %. En 2010, le marché parallèle, en France, était évalué à 20 %. On assiste donc à une augmentation croissante du marché parallèle, au fur et à mesure que le prix du paquet augmente dans les débits de tabac légaux, comme le soulignait la littérature. Des études empiriques suggèrent que le renforcement des mesures fiscales doit être accompagné de stratégies robustes de lutte contre le marché parallèle, telles que l'amélioration des contrôles aux frontières, les campagnes de sensibilisation des consommateurs sur les risques des produits illicites, et la coopération internationale pour la traçabilité des produits du tabac.

#### ④ Situation de la France par rapport à l'Europe

Le prix du tabac dans les pays frontaliers de la France présente des variations notables, reflétant des politiques fiscales et de santé publique diverses. En Belgique, un paquet de 20 cigarettes coûte environ 7,50 euros, offrant ainsi une alternative moins onéreuse par rapport au prix moyen de 11 euros en France. En Espagne, le prix est encore plus attractif, avec un coût moyen légèrement inférieur à 6 euros pour un paquet de 20 cigarettes. Cette tendance à des prix plus bas se poursuit en Italie, où le coût moyen d'un paquet est également de 6 euros. En Allemagne, bien que les prix soient plus avantageux que dans l'Hexagone, une augmentation régulière est observée ; depuis le début de 2022, une hausse annuelle de 10 centimes est appliquée, portant le prix moyen à 7,30 euros au 1er janvier 2023. Le Luxembourg se distingue par un tarif de 5,50 euros par paquet, soit près de 45% moins cher qu'en France. Enfin, Andorre présente une situation unique : en février 2019, une loi a été votée pour instaurer un tarif minimum pour les cigarettes, ne pouvant être inférieur de plus de 35% aux tarifs appliqués en France et en Espagne. Cette mesure vise à lutter contre le trafic de tabac. Malgré cela, le prix moyen en Andorre reste deux fois moins élevé qu'en France, s'établissant autour de 4 euros pour un paquet, avec des tarifs préférentiels pour les achats en grande quantité. Ces différences de prix entre les pays frontaliers de la France soulignent l'impact significatif des politiques fiscales nationales sur le coût des produits du tabac, et mettent en évidence la nécessité de lutter contre le marché parallèle à l'échelle européenne.

Paradoxalement, si la France est le pays avec un prix du tabac parmi les plus élevés au monde, c'est aussi le pays en Europe avec la prévalence du tabagisme la plus importante chez les jeunes. Sachant que l'élasticité de la demande des jeunes est souvent plus forte, les augmentations ont sans aucun doute permis de réduire ce pourcentage, mais toujours pas suffisamment.

Graphique 2.





Contrairement aux produits classiques, la tarification du tabac implique des considérations éthiques et de santé publique importantes. Toute forme de discrimination tarifaire dans ce domaine doit être soigneusement évaluée pour ses implications sur la santé publique et la justice sociale. De plus, le risque de développement d'un marché parallèle, ou d'arbitrage entre individus, est très important et limite la possibilité de discriminer les individus en fonction de leur consommation par exemple. Par exemple, si nous appliquons les concepts d'accès aux réseaux et de distribution à la distribution du tabac, la tarification pourrait varier en fonction de la zone géographique, avec des prix plus élevés dans les zones où les coûts de distribution sont plus importants. Or, les coûts de distribution ne changent pas significativement d'un débit de tabac à l'autre, et la disparité des prix entraînerait un problème d'arbitrage, comme c'est déjà le cas entre la France et l'Espagne par exemple. Cependant, il serait possible de taxer différemment les différents types de produits selon leur nocivité ou leur qualité par exemple. Bien que la qualité dans le contexte du tabac puisse être controversée, des stratégies de tarification différenciée basées sur la qualité perçue des produits pourraient être envisagées. Cela pourrait inclure des taxes plus élevées sur des produits de tabac de "haute qualité" pour décourager leur consommation. Dans le cas du tabac, nous ne pouvons pas parler de concurrence et de générique, l'Etat français ayant imposé un paquet unique entre différentes marques et types de produits du tabac (cigarettes, cigares, tabac à chiquer, etc.) de manière à limiter le rôle de l'emballage et de la marque dans le comportement du consommateur.

Le rôle du régulateur dans la tarification du tabac est crucial. Le marché de tabac peut être considéré comme un monopole (un monopole d'État sur la vente de tabac) et les stratégies de tarification devraient viser à réduire la consommation de tabac tout en équilibrant les besoins fiscaux. Si la tarification vient permettre à l'Etat de réaliser des recettes fiscales supérieures aux besoins sanitaires, et au détriment des fumeurs souvent dans une profonde addiction, des questions éthiques se posent. Le régulateur doit donc définir un équilibre entre gains fiscaux et dépenses sanitaires liées au tabac, selon ses objectifs. Dans les faits, si la tarification actuelle du tabac a eu des effets certains sur la consommation et permet de financer tout ou partie des frais de santé liés, elle rencontre des limites importantes que le régulateur devra prendre en compte à l'avenir. Ces limites, à savoir le développement croissant du marché parallèle de tabac, les disparités de tarification au niveau européen, ou encore la propriété addictive des produits, doivent absolument être prises en compte dans les futures décisions.

Fixer le prix du tabac est une tâche complexe qui implique une interaction entre les politiques gouvernementales, les dynamiques de marché, et les comportements des consommateurs. Les taxes, pivot central de cette tarification, visent à moduler la consommation tout en alimentant les caisses de l'État, une stratégie qui doit être minutieusement calibrée en fonction de l'élasticité de la demande de tabac et de l'analyse des coûts pour la société liés à la consommation de ce produit. Cette dernière, n'étant pas parfaitement élastique, implique que des hausses tarifaires substantielles ne dissuadent la consommation de manière proportionnelle, mais engendrent donc des revenus fiscaux accrus. Cependant, la tarification du tabac pourrait être améliorée à l'avenir en tenant compte de plusieurs éléments.

Il est impératif que les recettes fiscales issues de la taxation du tabac soient réinvesties dans des initiatives de santé publique, y compris la recherche médicale et les programmes d'aide à l'arrêt du tabagisme. La tarification différenciée, en se basant sur la teneur en nicotine ou les risques sanitaires, pourrait servir de levier pour orienter les consommateurs vers des choix moins préjudiciables à la santé. Cela pourrait, par exemple, encourager la transition vers les cigarettes électroniques.

Néanmoins, une tarification excessive risque d'engendrer un marché noir florissant, annulant les bénéfices de santé publique espérés. Trouver le juste équilibre entre des prix dissuasifs et le développement du marché parallèle est donc capital. En définitive, la tarification du tabac doit être envisagée comme un outil de santé publique éminemment puissant, dont l'efficacité optimale repose sur l'équilibre subtil entre les objectifs de dissuasion, la génération de revenus fiscaux et la prévention des conséquences indésirables. Une approche éclairée par les données empiriques et les études de terrain pourrait améliorer la précision de la tarification du tabac, contribuant ainsi à la lutte continue contre le tabagisme.

Pour envisager une nouvelle ère de politique tarifaire du tabac, la proposition d'une unification de la taxation à l'échelle européenne serait un premier pas pour réduire la part du marché noir. La création d'une caisse européenne de lutte contre le tabagisme, alimentée par ces taxes harmonisées, renforcerait les initiatives de prévention et de cessation du tabagisme. Cette vision s'aligne sur les conclusions de notre analyse, préconisant une tarification réfléchie comme outil de santé publique stratégique. Une telle approche, coordonnées entre pays et fondée sur les meilleures données, pourrait marquer un tournant décisif dans la réduction durable de la consommation de tabac au sein de l'Union Européenne. Mais plusieurs questions se posent alors, comme la manière de garantir l'adhésion de tous les États membres, compte tenu des disparités économiques et des niveaux de vie hétérogènes. Peut-on réellement parvenir à un consensus sur un prix harmonisé qui tienne compte des réalités socio-économiques diverses au sein de l'Union ?

## Références

---

- Bienvault, Pierre (2017). "Combien coûte le tabagisme en France et dans le monde ?". La Croix, publié le 31 janvier 2017. [Lien](#)
- Le Figaro (2017). "Les nouveaux tarifs du tabac entrent en vigueur ce lundi". [Lien](#)
- Valin, Julie (2023). "Les fumeurs vont se ruer dans les tabacs frontaliers, les Français bientôt autorisés à rapporter beaucoup plus de cigarettes d'Espagne et d'Andorre". France 3 Régions, publié le 5 octobre 2023. [Lien](#)
- Wikipedia. "Législation sur le tabac en France". [Lien](#)
- Le Monde - Les Décodeurs (2018). "Visualisez la baisse de consommation du tabac en cinq graphiques". [Lien](#)
- OFDT (2019). "Tabac : évolution de l'usage occasionnel ou régulier parmi les 18-75 ans". OFDT, mise à jour en juin 2019. [Lien](#)
- Tristan Gaudiaut (2023). "Évolution de la proportion de fumeurs dans une sélection de pays". Statista, publié le 31 mai 2023 [Lien](#)
- Santé publique France (Date non spécifiée). "Opinions vis-à-vis de l'augmentation des taxes sur le tabac et conséquences sur la motivation à l'arrêt".
- Paediatr Child Health. (1998). "L'effet de la variation du prix de la cigarette sur l'usage du tabac chez les adolescents". [Lien](#)
- Sénat Français (2014). "Fiscalité et santé publique : état des lieux des taxes comportementales". Rapport d'information n° 399 (2013-2014), déposé le 26 février 2014. [Lien](#)
- Chaloupka, F.J., & Grossman, M. 1996. "Price, Tobacco Control Policies and Youth Smoking." NBER Working Paper Series, Working Paper 5740. National Bureau of Economic Research.
- Becker, G.S., & Murphy, K.M. 1988. "A Theory of Rational Addiction." Journal of Political Economy 96 (4): 675-700.
- Sayginsoy, Ozgen, Ayda A. Yurekli, and Joy de Beyer. 2002. "Cigarette Demand, Taxation, and the Poor: A Case Study of Bulgaria."
- Chaloupka, F.J., Cummings, K.M., Morley, C.P., & Horan, J.K. "Tax, Price and Cigarette Smoking: Evidence from the Tobacco Documents and Implications for Tobacco Company Marketing Strategies."
- Diemer, Arnaud. "Discrimination par les Prix et Concurrence Imparfaite, les Apports de Joan Robinson."

- Armstrong, Mark, and John Vickers. "Competitive Price Discrimination."
- Scollo, Michelle, Meghan Zacher, Sarah Durkin, et Melanie Wakefield. 2014. "Early Evidence about the Predicted Unintended Consequences of Standardised Packaging of Tobacco Products in Australia: A Cross-Sectional Study of the Place of Purchase, Regular Brands and Use of Illicit Tobacco."
- Reidy, Padraic, and Keith Walsh. 2011. "Modelling the Market for Cigarettes in Ireland."
- Townsend, Robert M. 1996. "Consumption Insurance: An Evaluation of Risk-Bearing Systems in Low-Income Economies."